



**Emplois, salaires, conditions de travail et d'études :
Préparons dès maintenant la grève unitaire du 26 janvier !
Rassemblement Lyon - Place Guichard 14h**

Après des mois d'une contestation très large, la loi de programmation de la recherche a été promulguée le 24 décembre. Elle contient tous les éléments de destruction des statuts nationaux, de précarisation, de mise en concurrence des établissements et des personnels que nous avons dénoncés. Nous continuerons à combattre leur mise en œuvre nationalement et localement. Budgétairement, la loi ne mettra pas fin au sous-financement chronique des établissements et des équipes de recherche. Elle ne résoudra rien et risque même d'aggraver une situation déjà très préoccupante. Avec le financement en dents de scie des recherches sur les coronavirus, la crise sanitaire a pourtant clairement démontré l'impasse à laquelle mène la stratégie de recherche sur projets. La ministre, relayée par les directions d'EPST, promet une augmentation de 10 % de la dotation des unités pour 2021 qui devrait leur être notifiée courant janvier. Cette augmentation nettement insuffisante au regard des pertes accumulées les années précédentes procède davantage d'un effet d'annonce que d'une réalité. Nous demandons que le financement récurrent des équipes et des unités de recherche sur dotation d'État redevienne prépondérant et soit significativement augmenté ; c'est la condition pour préserver la liberté de recherche qui seule permet une recherche publique indépendante.

Concernant les formations, le MESRI a publié le 19 décembre une "circulaire" prévoyant une réouverture de l'université dès le 4 janvier à des petits groupes de 10 étudiant·es en difficulté, ciblé·es et sur convocation. Ces injonctions inapplicables ne correspondent pas aux besoins et aux réalités des établissements. Rappelons que les BTS et classes préparatoires dans les lycées fonctionnent majoritairement en « présentiel » depuis le début de l'année universitaire. Le retour sur site doit concerner l'ensemble des étudiant·es et pas seulement les seul·es autorisé·es. Toutes et tous sont en effet frappé·es par l'isolement et cette situation ne fait qu'amplifier la précarité étudiante et le risque de décrochage. Ce retour doit s'organiser dès maintenant dans des conditions sanitaires sécurisées dont la mise en place est de la responsabilité du gouvernement. Nous exigeons donc que les moyens humains, financiers et matériels nécessaires soient attribués de toute urgence sous peine de sacrifier une génération entière d'étudiant·es.

Nous réitérons la demande d'un plan pluriannuel de recrutements de 65 000 postes titulaires sur 10 ans, dont 8500 créations de postes pour l'année 2021, pour l'ensemble de l'ESR tous corps confondus et la titularisation des personnels contractuels recrutés sur fonctions pérennes, ainsi qu'un effort budgétaire programmé sur 10 ans de trois milliards d'euros supplémentaires par an en faveur de l'ESR.

Les organisations signataires appellent toutes et tous les étudiant·es et collègues à se réunir massivement en assemblées générales pour poursuivre les mobilisations en cours et faire de la deuxième quinzaine de janvier un temps fort pour l'emploi et les salaires. Elles appellent à se mettre en grève le 26 janvier, avec l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, pour la réouverture des universités aux étudiant·es avec les moyens nécessaires, pour exiger une autre politique, des créations de postes, l'amélioration de nos salaires et de nos carrières et pour défendre nos conditions de travail et d'études. Elles appellent de même à se joindre aux manifestations prévues pour défendre les secteurs de la santé et de l'énergie, contre le projet de loi de sécurité globale et les autres textes liberticides, notamment le 30 janvier. Elles appellent également à participer au temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève prévu le 4 février 2021.

Signataires : SNTRS-CGT, CGT FERC SUP, CGT-INRAE, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, FO-ESR, SUD EDUCATION, SUD RECHERCHE EPST, SOLIDAIRES ETUDIANT-E-S, L'ALTERNATIVE, UNEF, SNCS-FSU, SNETAP-FSU, FACS et LABOS EN LUTTE